

CCTP LOT 01 : DESAMIANTAGE DEPLOMBAGE

PROJET – URSSAF NANTES



Rénovation et réaménagement des espaces intérieurs

**SITE DE NANTES
3 RUE GAËTAN RONDEAU**

MAITRE D'OUVRAGE

URSSAF DES PAYS DE LA LOIRE

3 rue Gaëtan Rondeau
44200 Nantes



Evolution du document

Document

N/Réf.	Ind.	Date	Rédacteur	Action
BZH.IN.MO088	A	23/05/2025	Maëlis LE CLOËREC	Rédaction
		23/05/2025	Coralien PINCK Yann RAVARY	Vérification
	B			
	C			

SOMMAIRE

1. Généralités.....	5
1.1. CCTP Clauses communes.....	5
1.2. Périmètre du lot	5
1.3. Erreurs ou omissions.....	5
1.4. Plans de repérage	5
2. Prescriptions particulières	6
2.1. Interactions avec les autres lots	6
2.1.1. Avec le lot 02 : Curage	6
2.1.2. Avec le lot 03 : Partitions intérieures	6
2.1.3. Avec le lot 04 : Chauffage – Ventilation – Plomberie – GTC	6
2.1.4. Avec le lot 05 : Electricité	6
2.2. Documents généraux de référence.....	6
2.3. Travail en hauteur.....	7
2.4. Qualifications requises	8
2.5. Spécifications particulières- Désamiantage	8
2.5.1. Repérage amiante avant travaux	8
2.5.2. Dossiers techniques	8
2.5.2.1. Consultation	8
2.5.2.2. Phase travaux.....	9
2.5.2.3. Rapport de fin d'intervention	9
2.5.3. Evaluation initiale des risques	9
2.5.4. Mesures, Analyse et vérification.....	10
2.5.5. Equipements de protection	10
2.5.6. Conditionnement et évacuation des déchets.....	11
2.5.6.1. Conditionnement des déchets.....	11
2.5.6.2. Stockage sur site.....	11
2.5.6.3. Transport des déchets.....	11
2.5.6.4. Centre de traitement des déchets.....	11
2.6. Spécifications particulières Plomb	12
2.6.7. Evaluation initiale des risques	12
2.6.8. Informations	12
2.6.9. Qualification	12
2.6.10. Plan d'intervention	12
2.6.11. Assurance	13
2.6.12. Equipements de protection.....	13
2.6.13. Gestion des déchets	13
3. Descriptif des Ouvrages – Désamiantage	14
3.1. Compte-prorata.....	14
3.2. Dossiers d'études spécifiques de désamiantage	14
3.3. Installations de décontamination.....	14
3.4. Chantier test.....	14
3.5. Isolement de la zone de chantier	15

3.6. Moyen de protections individuels	15
3.7. Mesures, Analyse et vérification.....	15
3.8. Retrait des revêtements intérieurs amiantés	16
3.8.1. Moyens de protections collectifs - SS3	16
3.8.2. Travaux préparatoires - SS4.....	16
3.8.3. Retrait des dalles de sols avec colle amiantée– SS3.....	17
3.8.4. Retrait des enduits amiantés – SS3	17
3.8.5. Retrait des plafonds – SS3.....	17
3.8.6. Travaux après désamiantage	17
3.9. Dépose de plaques bitumineuses isophoniques sur portes type Kazed	18
3.9.7. Moyens de protections collectifs- SS3	18
3.9.8. Travaux préparatoires- SS4.....	18
3.9.9. Retrait des portes type Kazed avec plaques bitumineuses isophoniques – SS3	18
3.9.10. Travaux après désamiantage	18
3.10. Traitement des déchets amiantés	18
4. Descriptif des ouvrages - Déplombage	19
4.1. Préparation.....	19
4.1.1. Retrait de peinture plombée sur réseaux de chauffage conservés	19

1. Généralités

1.1.CCTP Clauses communes

L'Entreprise est tenue de prendre connaissance du CCTP Clauses communes, qui s'applique dans l'intégralité à son marché.

1.2.Périmètre du lot

Le périmètre du lot Désamiantage - Déplombage est le suivant :

- Travaux de retrait de sols souples
- Travaux de retrait d'enduit, plâtre et des peintures sur mur
- Travaux de retrait des faux plafonds en plaques de plâtre
- Travaux de retrait des portes pliantes sur locaux « Pose café » ainsi qu'au rez-de-chaussée
- Travaux de retrait de réseaux de chauffage au rez-de-chaussée en présence de plomb

Le chantier se déroule en **présence de personnel** dans le bâtiment. Les plateaux en cours de réalisation seront vidés de leur mobilier avant le début des travaux.

1.3.Erreurs ou omissions

L'entrepreneur indiquera les éventuelles erreurs ou omissions qu'il pourrait relever concourant au parfait achèvement des ouvrages.

1.4.Plans de repérage

Pour la désignation des locaux, se référer aux plans de l'Architecte, état Existant.

Pour le repérage des travaux de démolition, consécutifs à l'intervention du présent Lot, se référer aux plans de l'Architecte, état Démolition.

2.Prescriptions particulières

2.1.Interactions avec les autres lots

En complément du « CCTP00 : Clauses Communes », l'Entreprise du présent lot devra se coordonner avec l'ensemble des Entreprises des autres corps d'état. Ci-dessous sont listées de manière non exhaustive les interactions à prévoir pour ce lot. Cette liste n'est pas exhaustive ni limitative, l'entreprise répondant au présent cahier des charges devra prendre connaissance de l'ensemble des pièces du projet pour appréhender les possibles interactions entre les différents lots.

Toute prestation non décrite ci-dessous est de fait à la charge du présent lot.

2.1.1.Avec le lot 02 : Curage

Le lot Curage communiquera avec le lot Désamiantage pour coordonner les interventions et l'optimisation du planning d'intervention : curage préalable des matériaux non amiantés lorsque c'est nécessaire pour que le lot Désamiantage puisse réaliser le retrait d'amiante et les confinements.

2.1.2.Avec le lot 03 : Partitions intérieures

Le lot Partition Intérieure communiquera ses exigences de qualité de support après démolition. Le lot Désamiantage respectera impérativement les exigences transmises. Le lot Partition Intérieure réceptionnera les supports après désamiantage.

2.1.3.Avec le lot 04 : Chauffage – Ventilation – Plomberie – GTC

Le lot désamiantage devra se coordonner avec le lot Chauffage pour le déplombage des réseaux de chauffage au rez-de-chaussée ainsi que pour la dépose des radiateurs.

Le lot Ventilation assure la fermeture des clapets coupe-feu entre les collecteurs principaux (gaine verticale à côté des ascenseurs) et chacun des niveaux, avant toute intervention.

Le lot Plomberie assure le repérage des réseaux existants et leur consignation.

2.1.4.Avec le lot 05 : Electricité

Le lot Electricité assure le repérage des réseaux existants, la consignation électrique de chantier et la dépose du matériel électrique existant avant intervention du lot Désamiantage. Le lot Désamiantage demandera le PV de consignation électrique avant toute intervention.

Le lot Désamiantage devra préciser lors de la période de préparation de chantier les besoins en alimentation électrique.

2.2.Documentes généraux de référence

Les ouvrages du présent lot devront être exécutés dans les règles de l'art et dans le respect des textes réglementaires et normes en vigueur à la date de l'exécution du chantier. La liste ci-dessous n'est pas exhaustive. Elle rappelle certaines normes auxquelles l'entreprise saura se référer dans la préparation de son offre et la réalisation des ouvrages listés au paragraphe correspondant. Les ouvrages prévus seront effectués selon les règles de l'art en respectant notamment :

- Directive n° 87/217/CEE du 19/03/87 concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante ;
- Décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ;

- Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié ;
- NF EN 529 Janvier 2006 Appareils de protection respiratoire - Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance – Guide ;
- NF X46-021 Août 2010 Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie ;
- Norme NF X 46-010, le référentiel de certification,
- Code de Santé Public, pour les principes généraux de protection, les modalités de repérage et d'évaluation des matériaux amiantés et la définition de la valeur limite d'empoussièrlement des locaux,
- Code de l'Environnement, pour le transport, le stockage et le traitement des déchets amiantés.
- Code du travail, pour les conditions de prévention du risque amiante et les conditions de réalisation des travaux, – Partie réglementaire – 4ème partie – Livre IV – Titre I – Chapitre II – Section 3 : Risques d'exposition à l'amiante :
 - Modifié par Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
 - Modifié par Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
 - Modifié par Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
 - Modifié par Décret n° 2017-1819 du 29 décembre 2017 relatif au comité social et économique ;
 - Modifié par Décret n° 2021-143 du 10 février 2021 relatif aux compétences des agents de contrôle de l'inspection du travail
 - Modifié par Décret n° 2022-1748 du 30 décembre 2022 relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage d'amiante intitulée « DEMAT@MIANTE »
- Décret du 3 Juin 2011, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition amiante dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 23 Février 2012, définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les Entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Circulaire n° 2005-18 UHC/QC2 du 22/02/05 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inerte.
- Guide INRS ed909 intitulé « Interventions sur les peintures contenant du plomb ».

La liste présentée plus haut n'est pas limitative et les entreprises devront tenir compte de toutes les normes, circulaires, arrêtés, décrets, code du travail et code de santé publiques, pour l'ensemble des sujets relatifs à l'amiante tels que les obligations des Maître d'Ouvrage, les obligations des diagnostiqueurs, les repérages préalables, les méthodologies de retrait, les mesures libératoires, les EPI, la formation des salariés, etc. En tout état de cause, les modifications imposées par les organismes de contrôle et de sécurité ne seront pas considérées comme travaux supplémentaires, en cas de non-application des Règlements, des Normes et des règles de l'Art.

2.3. Travail en hauteur

L'Entreprise intégrera dans son offre de prix le fait que certains travaux auront lieu en hauteur, au regard des hauteurs sous dalle en jeu dans ce projet :

- Environ 3,15 m de dalle à dalle pour les niveaux RDC et N2 à N8
- Jusqu'à 5 m de dalle à dalle pour le niveau N1.

Sauf s'il est expressément indiqué le contraire, l'Entreprise prévoira donc ses propres moyens de levage (ponts roulants, nacelle, etc.) et/ou de travail en hauteur.

Un ascenseur sera réservé au chantier pendant toute la durée des travaux (cf. CCTP 00 – clauses communes).

2.4. Qualifications requises

Afin de pouvoir effectuer les travaux de désamiantage, l'Entreprise devra fournir la ou les certifications de qualification QUALIBAT ou AFNOR Certification suivantes ou équivalentes :

- 1552 « Traitement de l'amiante ».

Nota1 : Les Entreprises certifiées sont réputées satisfaire aux exigences du décret 2012.639 du 4 mai 2012.

Les travaux décrits dans le présent CCTP seront réalisés par des personnes compétentes, formées et qualifiées dans les techniques de retrait, de manipulation et d'évacuation de matériaux contenant de l'amiante et de matériaux contaminés par l'amiante et du nettoyage ultérieur des zones contaminées conformément aux réglementations en vigueur.

Ce personnel intervenant sur les travaux devra être formé aux travaux sous sous-section 3 amiante, c'est-à-dire aux travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements ou matériels contenant de l'amiante.

Nota2 : Les travailleurs temporaires ne pourront intervenir directement au titre de retrait des matériaux contenant de l'amiante.

- Certification conforme à l'arrêté du 16 juillet 2019 concernant le déplombage. Cette certification doit respecter la norme NF X46-010

Toute Entreprise ne présentant pas les qualifications nécessaires ou références similaires ne pourra être retenue.

2.5. Spécifications particulières- Désamiantage

2.5.1. Repérage amiante avant travaux

Les Repérages Amiante Avant Travaux (RAAT) sont fournis dans le DCE. L'entreprise a l'obligation d'en prendre connaissance et d'en informer la totalité de ses intervenants sur site. Rapport SOCOTEC : 2503CCENA - BI5860000001965 du 29/04/2025.

Ils ont mis en lumière la présence d'amiante dans des sols, des portes KZ, plâtre et peinture sur de murs et des enduits de jointement des plaques de plâtre sur les plafonds.

L'entreprise devra prendre connaissance des diagnostics lors de la consultation et avant la réalisation des travaux. Elle ne pourra arguer d'un quelconque manque d'information à cet égard.

2.5.2. Dossiers techniques

2.5.2.1. Consultation

Dans le cas où une entreprise souhaite candidater, les éléments suivants devront être fournis :

- Un Cadre de Décomposition du Prix Global et forfaitaire est joint au présent dossier de consultation
- Une note technique prenant en compte les particularités de la mission,
- Des références similaires,
- Les qualifications et certification de l'entreprise,
- Les moyens humains que l'entreprise va affecter à la mission. L'entreprise devra impérativement fournir les CV (expérience, qualification...) des monteurs. Seuls les moyens humains présentés dans la candidature pourront réaliser les travaux.
- Les attestations de formation,
- Un planning d'exécution détaillé,

- Fiches techniques des produits,
- Plan d'installation de chantier provisoire,
- Analyse de risque des travaux à réaliser,
- Notes sur les moyens d'accès,

Une visite du site est obligatoire pour pouvoir candidater. La visite sera réalisée en compagnie du maître d'œuvre ou du technicien présent sur site.

Nota : Les erreurs relevées après la signature du marché sur les quantités ou les prix ne pourront conduire en aucun cas à une modification du montant de l'acte d'engagement. Il appartient aux soumissionnaires :

- De proposer les quantités à mettre en œuvre, à partir des plans, du CCTP et tous les documents du dossier de consultation
- De modifier ou compléter si nécessaire les prestations données à titre indicatif
- De porter en annexe, à la fin du devis quantitatif les modifications, ajouts, observations que l'entreprise juge nécessaire

2.5.2.2.Phase travaux

En phase travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir tous plans d'implantation et d'exécution de ses ouvrages spécifiques.

D'autre part, lors de la période de préparation et aux dates fixées par le planning prévisionnel d'exécution, l'entrepreneur présentera au Maître d'œuvre pour approbation :

- Les plans de retraits ;
- Les modes opératoires spécifiques ;
- Les PV de réceptions des échafaudages ;
- Délais d'intervention par bâtiment et par interventions ;
- Les plans de coordination avec les autres corps d'état ;
- Plan d'installation chantier spécifiques,
- Métrologie compris stratégie d'échantillonnage
- PPSPS.

2.5.2.3.Rapport de fin d'intervention

Dans un délai d'un mois après la réception, l'entreprise devra fournir l'ensemble des documents d'ouvrages exécutés en format numérique conforme à la réglementation avec entre autres :

- Une notice descriptive des travaux effectués, comprenant le détail des prestations effectuées dans le bâtiment et un récapitulatif des MPCA recouverts et/ou impactés,
- Plan de retrait compris avenant et pièce modificative ;
- Journal de chantier ;
- Recueil des PV ;
- Analyse consignation ;
- BSDA ;
- Certificat d'acceptation préalable ;
- Métrologie ;

Ladite réception sera prononcée par le Maître d'Œuvre en la présence du Maître d'Ouvrage

2.5.3.Evaluation initiale des risques

L'Entreprise aura la responsabilité de définir un processus de travail pour chacun des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et, dans le cadre de son évaluation initiale des risques prévue aux articles L. 4121-3 et L.

4531-1 du code du travail, d'en évaluer le niveau d'empoussièrement. Les 3 niveaux d'empoussièrement définis à l'article R4412-98 du code du travail sont :

- 1er niveau : empoussièrement dont la valeur est inférieure à 100 F/L ;
- 2ème niveau : empoussièrement dont la valeur est comprise entre 100 et 6000 F/L ;
- 3ème niveau : empoussièrement dont la valeur est comprise entre 6000 et 25000 F/L.

L'Entreprise doit donc fournir lors de la remise de son offre, son estimation du niveau d'empoussièrement attendu pour tous les différents processus de travaux (couple protocole/matériau) afin d'anticiper et de chiffrer les moyens de protections individuels et collectifs à mettre en œuvre lors du chantier.

Pour appuyer son argumentaire et justifier son estimation du niveau d'empoussièrement attendu, l'Entreprise fournira dans son offre les résultats de mesures de la VLEP de 3 chantiers références sur 12 mois glissants maximum impliquant le même processus de désamiantage. Ces chantiers références permettront de valider l'évaluation des risques réalisée par l'Entreprise.

Si l'Entreprise dispose de seulement 2 chantiers références équivalents en processus sur les 12 derniers mois, un chantier test pourra être réalisé sur la présente opération afin de disposer d'un 3^{ème} chantier référence équivalent en processus. Le chantier complet sera alors ensuite réalisé selon le niveau d'empoussièrement défini avec cette nouvelle évaluation des risques et les résultats des 3 chantiers références.

Nota : le chantier test est dans ce cas forcément réalisé avec les moyens de protection individuels et collectifs nécessaires à un empoussièrement de niveau 3.

Si l'Entreprise ne dispose d'aucun chantier référence équivalent en processus sur les 12 derniers mois, la totalité du chantier de la présente opération sera réalisée avec les moyens de protection individuels et collectifs nécessaires à un empoussièrement de niveau 3.

2.5.4.Mesures, Analyse et vérification

L'entreprise devra s'engager de façon forfaitaire à satisfaire aux exigences :

- Des articles R4412-94 à R4412-148 du code du Travail.
- De l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- De la norme NF EN ISO 16000-7 de septembre 2007 et son guide d'application GA X 46-033.

Pour les quantités et les modalités d'analyses à effectuer, le titulaire se basera sur les exigences du guide GA X 46-033 et devra faire valider sa stratégie d'échantillonnage par un organisme accrédité COFRAC, et ce durant la période de préparation.

2.5.5.Equipements de protection

Les équipements de protection individuelle et collective devront correspondre au niveau de protection nécessaire pour respecter la VLEP, par rapport au niveau d'empoussièrement des différentes prestations défini dans le mode opératoire et vérifié par les chantiers tests. La liste et les modèles de ces équipements, leurs avis techniques et les procès-verbaux de contrôle des appareils respiratoires seront à fournir avant le démarrage du chantier (combinaisons, bottes, gants, appareils de protection respiratoire). Il sera vérifié l'adéquation entre les niveaux d'empoussièrement attendus et les appareils de protection individuelle.

Lors de la phase de préparation de chantier, les Procès-Verbaux de vérification des équipements qui seront utilisés lors des travaux, définis dans le mode opératoire, devront être fournis.

Il est rappelé qu'un ouvrier en EPI (Equipement de Protection Individuelle), ne peut travailler plus de 6 heures par jour et ne peut effectuer une vacation de plus de 2 heures et demie.

2.5.6. Conditionnement et évacuation des déchets

2.5.6.1. Conditionnement des déchets

Les déchets de catégorie I à III doivent être conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Les déchets sont mis en sacs en zone confinée au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Les sacs sont ensuite sortis de la zone confinée par le sas : ils sont lavés sous la douche du sas, mis ensuite dans un 2ème sac transparent (permettant ainsi de contrôler le double ensachage) et sortis de la zone.

Les sacs doivent être pourvus de l'étiquetage « amiante » réglementaire.

Les déchets ainsi conditionnés seront déposés dans un container à roulettes rigide et fermé et amenés ensuite jusqu'au lieu de stockage provisoire des déchets sur le site.

Les déchets de catégorie IV sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

2.5.6.2. Stockage sur site

L'Entreprise mettra en place des containers fermés extérieurs pour stocker provisoirement les déchets sur le site, avant leur enlèvement. Le stockage provisoire n'excèdera pas la quantité de dalle retirée pour un étage.

2.5.6.3. Transport des déchets

Le conditionnement et le transport seront effectués conformément à la réglementation en vigueur.

Les règles relatives au transport sont celles relatives aux substances et préparations dangereuses.

Avant chaque enlèvement de déchets, l'Entreprise devra communiquer à la Maîtrise d'Ouvrage les informations suivantes :

- La date d'enlèvement ;
- La quantité de déchets prévue pour cet enlèvement.
- L'Entreprise tiendra à jour un tableau récapitulatif des transports de déchets indiquant :
- Les dates d'enlèvement des déchets ;
- Le n° des BSDA correspondants ;
- Le n° des scellés ;
- Les quantités.

L'entreprise complètera ce tableau à chaque nouvel enlèvement, et le transmettra systématiquement au Maître d'Œuvre.

2.5.6.4. Centre de traitement des déchets

Les déchets de catégorie I à III doivent être acheminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux.

Les déchets de catégorie IV peuvent être acheminés dans des installations de stockage pour déchets non dangereux pourvues d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié.

L'Entreprise doit effectuer une demande d'autorisation préalable du gestionnaire de la décharge. Cette autorisation doit être obtenue avant le démarrage des travaux : elle confirmera l'acceptation des déchets par le gestionnaire.

L'entreprise émettra une série numérotée de BSDA en fonction de la nature des déchets et du nombre prévisible de transports estimés par l'Entreprise. L'Entreprise devra la gestion de ces bordereaux avec copie à la Maîtrise d'Œuvre.

L'Entreprise fera compléter les BSDA par le Maître d'Ouvrage pour la partie qui lui incombe, et remettra ensuite les feuillets originaux n°5 correspondants au Maître d'Œuvre.

Les exemplaires originaux des BSDA (feuillets n°1), après avoir été complétés par chacun des acteurs de la filière déchets et notamment par le gestionnaire du centre de déchets, seront remis par l'Entreprise au Maître d'Œuvre qui les transmettra au Maître d'Ouvrage.

Un certificat d'élimination devra être délivré par le gestionnaire qui réceptionne les déchets, et être transmis au Maître d'Œuvre, via le Maître d'Ouvrage.

A l'issue des travaux, les BSDA numérotés non utilisés par le Titulaire seront retournés au Maître d'Ouvrage via le Maître d'Œuvre.

2.6.Spécifications particulières Plomb

2.6.7.Evaluation initiale des risques

L'Entreprise aura la responsabilité de définir un processus de travail pour chacun des travaux. L'entreprise devra s'appuyer sur 3 chantiers références sur 12 mois glissants maximum impliquant le même processus que l'opération. Si l'Entreprise ne dispose pas ou moins de 3 chantiers de références équivalent en processus sur les 12 derniers mois, la réalisation de chantiers de références sera à réaliser dans le cadre de la présente opération. Les conditions d'intervention seront rédigées par l'entreprises et devront faire l'objet d'une validation des organismes compétents (CSPS, inspection du travail, CARSAT).

2.6.8.Informations

Les Diagnostic Plomb Avant Travaux sont fournis dans le DCE. Chaque entreprise a l'obligation d'en prendre connaissance et d'en informer la totalité de ses intervenants sur site.

La liste des éléments contenant du plomb et leur localisation dans le bâtiment sera à fournir à chaque intervenant du chantier.

Ils ont mis en lumière la présence de plomb sur les peintures de réseaux de chauffage.

L'entreprise devra prendre connaissance des diagnostics lors de la consultation et avant la réalisation des travaux. Elle ne pourra arguer d'un quelconque manque d'information à cet égard.

2.6.9.Qualification

L'entreprise sera amenée à intervenir sur des matériaux contenant du plomb (peinture). Les ouvriers devront donc être qualifiés et formés au risques plomb par un organisme compétent. Il sera demandé à l'entreprise de fournir un justificatif de qualification et de formation par intervenant.

Si la formation du personnel de l'entreprise a été délivrée par une des personnes de l'entreprise, il faudra prouver que cette personne a bien reçu une formation délivrée par un organisme de formation compétent en la matière.

Tout changement ou ajout de personnel (de chantier ou encadrant) prenant part au présent projet sera à informer auprès de la MOA et MOE. Les attestations de compétences seront à fournir pour validation, avant toute intervention de cette personne.

Ces travaux et prestations seront réputés inclus dans l'offre des entreprises.

L'agrément pour travail sur des matériaux contenant du plomb ainsi que la liste du personnel qualifié seront présentés en annexe du mémoire technique.

2.6.10.Plan d'intervention

L'entreprise établira un plan d'intervention sur peintures plomb qui précisera les mesures prises contre les risques d'ingestion et d'inhalation des particules de plomb pendant les travaux :

- Identification des travaux ;
- Méthode d'enlèvement des éléments ;
- Mesures de protections collectives (y compris douches et vestiaires séparés) ;
- Aptitude médicale des opérateurs ;
- Equipement de protection individuelle du personnel ;
- Mode opératoire d'habillage et de décontamination du personnel ;
- En cas de dégradations importantes des supports, emballage en polyane des éléments démontés, et manutention mécanique de préférence ;
- Tri et stockage en bennes séparées suivant la nature des déchets ;
- Acheminement vers un centre de tri ;
- Elimination des déchets et des équipements ;
- Nettoyages des zones ;
- Information-formation des opérateurs ;

- Contrôle des locaux après travaux. Information du personnel sur les risques liés au plomb (mesures d'hygiène).

2.6.11.Assurance

L'entreprise doit être assurée pour mener des travaux sur matériaux ou produits contenant du plomb. L'attestation d'assurance est à fournir lors de la remise des offres.

2.6.12.Equipements de protection

Les équipements de protection individuelle et collective devront correspondre au niveau de protection nécessaire pour le respect de la réglementation en vigueur. La liste et les modèles de ces équipements, leurs avis techniques et les procès-verbaux de contrôle des appareils respiratoires seront à fournir avant le démarrage du chantier (combinaisons, bottes, gants, appareils de protection respiratoire). Il sera vérifié l'adéquation entre les risques évalués et les appareils de protection individuelle.

2.6.13.Gestion des déchets

Le conditionnement, stockage, transport et traitement des déchets au plomb seront à effectuer dans le respect des règles en vigueur. Une attention particulière sera à porter sur le stockage sur chantier (signalisation et sécurisation du lieu de stockage).

3.DEScriptif des OUVrages – DESAMiantage

L'entreprise a en charge l'évaluation initiale des risques, et l'ensemble des dispositions qui en résultent pour garantir le retrait des éléments amiantés conformément à la réglementation en vigueur et en garantissant la sécurité des personnes. Les prestations décrites ci-après seront conformes aux prescriptions particulières du présent document.

3.1.Compte-prorata

Prestations dues :

- Participation au compte-prorata durant l'ensemble du chantier.

Localisation : ensemble du périmètre de travaux.

3.2.Dossiers d'études spécifiques de désamiantage

Prestations dues :

- En phase de préparation, dossier d'exécution (relevés et études) conforme au CCTP Clauses communes et au présent CCTP dont dossier administratif conformément au paragraphe 2.5.2 dont plan de retrait sur l'ensemble du périmètre d'intervention, compris envoi et correctifs demandées par l'ensemble des intervenants
- En phase de réception, dossier des ouvrages exécutés conforme au CCTP Clauses communes et au présent CCTP :
 - Dossier des ouvrages exécutés ;
 - Rapport final d'intervention :
 - Récolement des documents d'exécution : plan de retrait, résultats d'analyses laboratoires, bordereaux de suivi des déchets... ;
 - Mise à jour du Dossier Technique Amiante (DTA) de l'établissement ;

Localisation : ensemble du périmètre de travaux.

3.3.Installations de décontamination

Prestations dues :

- Amenée et repli d'installation de décontamination pour déchets et personnels :
 - Unité mobile de décontamination ou Sas de décontamination ;
 - Nombre de compartiment et de douche selon réglementation ;
 - Sécurisation de l'accès ;
 - Raccordement en fluide ;

Localisation : périmètre du chantier.

3.4.Chantier test

Prestation dues suivant évaluation du risque et niveau d'empoussièrement prévu pour chaque processus :

- Travaux préparatoires ;
- Moyens d'accès ;
- Moyens de protection individuel et collectif ;
- Mise en œuvre du processus pour validation ;
- Mesures d'empoussièrement suivant réglementation

Localisation : A définir avec la Maitrise D'œuvre pour chaque processus

3.5. Isolement de la zone de chantier

Prestation dues :

- Moyens de sécurisation, signalisation et balisage des zones d'intervention permettant d'empêcher l'accès à toutes personnes non habilitées à l'emprise du chantier amiante ;
- Création d'une zone de stockage dédiée selon réglementation avec pictogramme et barriérage selon PIC ;

Localisation : Périmètre du chantier

Les opérations de transport et de retrait de matériel seront effectuées de manière à éviter tout empiètement prolongé sur la voie publique et sur les places de parking réservées au personnel. De plus, ces opérations seront planifiées en dehors des heures de forte affluence afin de minimiser les perturbations du trafic.

- L'approvisionnement et l'extraction des matériaux et matériels seront effectués à l'aide du monte-charge dédié situé dans l'enceinte du bâtiment. L'approvisionnement et le stockage devront se limiter à l'emprise définie dans le Plan d'Installation de Chantier.

3.6. Moyen de protections individuels

Prestation dues :

- Moyens de protections individuels décontaminables selon réglementation (gants étanches, combinaison avec capuche type 5, chaussures décontaminables).

Les protections respiratoires recommandées pour ce chantier sont à minima les masques complets ventilés de classe TMP3. A adapté par l'entreprise suivant son analyse de risque et ses durées d'intervention.

Localisation : Périmètre du chantier

3.7. Mesures, Analyse et vérification

Prestations dues :

- Mesures réglementaires à la charge de l'entreprise pour travaux de désamiantage selon stratégie définie par laboratoire agréé :
 - Mesure Point Zéro dans les locaux avant toute intervention ;
 - Mesures opérateurs pendant intervention ;
 - Mesures environnementales en limite de l'emprise du chantier ;
 - Mesures environnementales en sortie de l'unité mobile de décontamination ou en sortie du SAS personnel ;
 - Mesures environnementales en sortie du SAS déchets ;
 - Mesures environnementales en zone de récupération ;
- Mesures libératoires dans les niveaux réhabilités après désamiantage ;

L'entreprise prévoira également l'inspection visuelle après désamiantage.

Localisation : ensemble du périmètre de travaux.

3.8.Retrait des revêtements intérieurs amiantés

Le niveau d'empoussièrement projeté par la maîtrise d'œuvre est un niveau 2.

Prévoir dans le prix des présents articles toutes les protections nécessaires (air-eau-...), et les protections lors des démolitions et dépose, contre les poussières, salissures, chocs, ... des ouvrages conservés, ainsi que l'entretien de ces protections pendant la durée des travaux jusqu'à la fin du chantier.

Les matériaux provenant des démolitions sont laissés à l'Entrepreneur sans garantie de qualité ni de valeur. Les gravats, matériaux non récupérables ou détritiques provenant des démolitions sont à évacuer aux décharges autorisées dans le respect des règles du tri sélectif.

Prestations dues, suivant évaluation des risques et plan de retrait :

- Dépose éventuelle des équipements fixés sur les éléments amiantés ou gênant leur dépose ;
- Travaux de retrait des éléments suivants :
 - Enduit de jointement des plaques de plâtre sur les plafonds : RDC
 - Plâtre et peinture sur les murs : RDC
 - Sous dalle de sol bleu + moquette + ragréage rose : Dalle de sol rose + colle noire : R+5
 - Sous revêtement souple bleu : Dalle de sol rose + colle noire : R+5
 - Colle noire sur béton sous ragréage rose et revêtement de sol bleu : R+5
 - Colle noire sous revêtement de sol bleu + ragréage rose : R+7
 - Dalle de sol noire + colle noire sous revêtement de sol bleu souple : R+7
- Travaux de retrait des éléments éventuellement contaminés et ne pouvant pas être dépollués totalement.

Localisation : Suivant RAAT

3.8.1.Moyens de protections collectifs - SS3

Prestations dues :

- Choix d'un processus intégrant des moyens de protection collectifs (MPC1) permettant de réduire l'émission de fibre à la source (travail humide et aspiration à la source) ;
- Intervention en SS3 suivant RAAT.

Localisation : Niveaux RDC, R+5 et R+7.

3.8.2.Travaux préparatoires - SS4

Prestations dues :

- Dépose et évacuation de faux plafonds suspendus en dalle sur ossature métallique pour permettre la mise en place du confinement pour le désamiantage, si nécessaire.
- Dépose et évacuation des complexes de sols pour permettre la mise en place du confinement pour le désamiantage, si nécessaire.
- Dépose et évacuation des équipements de ventilation et des courants faibles et forts, pour permettre la mise en place du confinement pour le désamiantage, si nécessaire
- Dépose et évacuation de tous les équipements, câblage, réseaux, mobiliers, décoration suspendus et accrochés sur les murs amiantés ou gênants le désamiantage ;
- Démolition des contre-cloisons et doublage permettant d'accéder au support enduit
- Calfeutrement total du bâtiment y compris les entrées d'air, ventilation, ouverture... ;
- Condamnation des menuiseries par l'extérieur avec protection mécanique (panneau bois) et polyane ;
- Préparation de la zone selon processus de l'entreprise.
- Intervention en SS4 suivant RAAT.

Localisation : Niveaux RDC, R+5 et R+7

NOTA : Les éléments non amiantés à déposer avant intervention de désamiantage sont prévus au lot 02 : Curage

3.8.3.Retrait des dalles de sols avec colle amiantée– SS3

Prestations dues :

- Préparation de la zone pour intervention en sous-section 3 suivant réglementation en vigueur,
- Dépose et évacuation des complexes de sols avec colle amiantée ;
- Grattage et retrait total de la colle amiantée jusqu'au support brut ;
- Mise en déchet dans des sacs appropriés ;
- Nettoyage et aspiration du support et de la zone.

Localisation : Suivant RAAT, sols avec colle amiantée aux niveaux R+5 et R+7

3.8.4.Retrait des enduits amiantés – SS3

Prestations dues :

- Préparation de la zone pour intervention en sous-section 3 suivant réglementation en vigueur ;
- Dépose des revêtements muraux amiantés par tous moyens adaptés (burinage, ponçage...) ;
- Retrait total de tous les enduits jusqu'au support béton brut (retrait de critère 1)
- Mise en déchet dans des sacs appropriés ;
- Nettoyage et aspiration du support et de la zone.

Localisation : Suivant RAAT, RDC

3.8.5.Retrait des plafonds – SS3

Prestations dues :

- Préparation de la zone pour intervention en sous-section 3 suivant réglementation en vigueur ;
- Dépose totale des plaques de plâtres et des enduits de jointement amiantés par tous moyens adaptés ;
- Retrait total de tous les enduits et plaques de plâtre jusqu'au support brut ;
- Mise en déchet dans des sacs appropriés ;
- Nettoyage et aspiration du support et de la zone.

Localisation : Suivant RAAT, RdC

3.8.6.Travaux après désamiantage

Prestations dues :

- Retrait confinement ;
- Dépose des calfeutrements ;
- Dépose des protections des menuiseries ;
- Repose provisoire des ouvrants pour garantir le hors d'eau ;

Localisation : Rdc, R+5 et R+7

3.9.Dépose de plaques bitumineuses isophoniques sur portes type Kazed

Le niveau d'empoussièrement projeté par la maîtrise d'œuvre est un niveau 1.

3.9.7.Moyens de protections collectifs- SS3

Prestations dues :

- Choix d'un processus intégrant des moyens de protection collectifs (MPC1) permettant de réduire l'émission de fibre à la source ;

Localisation : Tous les niveaux sauf R+1

3.9.8.Travaux préparatoires- SS4

Prestations dues :

- Dépose et évacuation de tous les équipements, câblage, réseaux, mobiliers, décoration suspendus gênants le désamiantage ;
- Préparation de la zone selon processus entreprise.

Localisation : Tous les niveaux sauf R+1

NOTA : Les éléments non amiantés à déposer avant intervention de désamiantage sont prévus au lot 02 : Curage

3.9.9.Retrait des portes type Kazed avec plaques bitumineuses isophoniques – SS3

Prestations dues :

- Dépose et retrait des portes type Kazed avec plaques bitumineuses isophoniques ;
- Mise en déchet dans des sacs appropriés ;
- Nettoyage et aspiration de la zone ;
- Intervention en SS3 suivant RAAT.

Localisation : Tous les niveaux sauf R+1

3.9.10.Travaux après désamiantage

Prestations dues :

- Dépose des calfeutremments et protections.

Localisation : Tous les niveaux sauf R+1

3.10.Traitement des déchets amiantés

Prestations dues :

- Fourniture des certificats d'acceptation préalable ;
- BSDA à remplir pour le compte du Maître d'ouvrage ;
- Traitement des déchets du conditionnement à l'enfouissement en centre de traitement ;

Localisation : chantier de désamiantage jusqu'au centre de traitement. Ensemble des MPCA.

4.DEScriptif DES OUVrages - DEPLOMBAGE

L'entreprise a en charge l'évaluation initiale des risques, et l'ensemble des dispositions qui en résultent pour garantir le retrait des éléments avec peinture au plomb conformément à la réglementation en vigueur et en garantissant la sécurité des personnes. Les prestations décrites ci-après seront conformes aux prescriptions particulières du présent document.

4.1.Préparation

Prestations dues :

- Réalisation d'un mode opératoire sur l'ensemble du périmètre d'intervention, compris envoi et correctifs demandés par l'ensemble des intervenants ;

Localisation : Suivant RPAT, RdC

4.1.1. Retrait de peinture plombée sur réseaux de chauffage conservés

Prestations dues :

- Retrait de peinture plombée au RDC sur réseau de chauffage :
 - Préparation et mise en sécurité de la zone pour intervention ;
 - Déplombage sur toute la longueur des réseaux de chauffage avec conservation des réseaux qui resteront en service pendant toute la durée des travaux ;
 - Evacuation et traitement des déchets en site adapté ;
- Y compris toutes sujétions de parfait achèvement ;

Localisation : Suivant RPAT, RdC